

# Président unique: Vaud et Bâle inspirent Genève

**DÉBAT** Deux cantons invités confortent la Constituante dans son choix: doter le Conseil d'Etat d'un patron permanent.

MARC MOULIN

Ce n'est pas le remède miracle, mais ça aide! C'est en substance le message livré à Genève par Pascal Broulis et Guy Morin, les élus qui inaugurent dans leurs cantons de Vaud et Bâle-Ville la charge nouvelle de président de l'Exécutif pour toute une législature. Sous les auspices du rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi, ces hôtes ont dialogué, hier soir à Uni Mail, avec deux ministres genevois, un constituant et le politologue Pascal Sciarini.

Tant pour François Longchamp, actuel président du gouvernement genevois, que pour

son prédécesseur David Hiler, un changement s'impose. «On est aux limites du système avec une présidence courte, conjointe à la direction d'un département», argue François Longchamp. La charge semble aussi «excessive» à David Hiler qui évoque un double péril: «Ne pas garder une qualité suffisante dans les contacts avec les interlocuteurs du canton et rater des choses parce qu'on n'est pas Superman.»

**«La charge est excessive. On risque de rater des choses parce qu'on n'est pas Superman»**

DAVID HILER, ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT GÉNOVOIS

Après plus de deux ans à la barre du gouvernement vaudois, Pascal Broulis se décrit comme «le gardien humble d'un projet commun». «Pour l'extérieur, cela donne un interlocuteur unique, poursuit le radical, qui chapeaute aussi les Finances. A l'in-

terne, cela permet d'avoir du calme et de mieux planifier.»

La stratégie est l'une des missions confiées au département présidentiel bâlois qui, «allégé des tâches administratives, peut se centrer sur ses tâches, vante Guy Morin. La représentation du canton est cruciale pour une cité frontalière. La présidence stable offre en plus une identification pour la population.»

**«Pas de solution parfaite»**

Ces buts sont recherchés par la Constituante genevoise. Elle veut aussi «renforcer la collégialité, mise à mal ces dernières années par l'attitude de certains magistrats ou par une tendance à travailler chacun dans son coin», diagnostique le constituant Lionel Halpérin. Mais pour le professeur Pascal Sciarini, la présidence permanente est un «pas dans la bonne direction, mais qui ne va pas assez loin».

Faut-il donc oublier la concordance helvétique et s'inspirer de l'alternance française ou des coalitions parlementaires à la scandinave? Mais la présidence n'est qu'un outil parmi d'autres pour



Un panel de haut rang à Uni Mail. De gauche à droite: Pascal Broulis, Guy Morin, François Longchamp, David Hiler, Lionel Halpérin et Pascal Sciarini. (PIERRE ALBOUY)

améliorer la gouvernance, répliquent les élus présents. Tous se disent attachés à la concordance et soulignent son lien intime avec la démocratie directe.

Justement, est-ce au peuple d'élire un président de gouvernement? C'est ce qu'à voulu faire Bâle. Mais l'élection a été tacite, Guy Morin étant le seul candidat. La Constituante genevoise a, elle, suivi la voie vaudoise d'une désignation par le collège lui-même. «Il n'y a pas de solution parfaite, avance Lionel Halpérin. Le gouvernement est le mieux placé pour choisir le plus compétent des siens. Mais il risque aussi de désigner le plus insignifiant, afin que les autres membres gardent leur liberté...»



Arguments. Sous le regard de Pierre Ruetschi (rédacteur en chef de la «Tribune de Genève»), Pascal Broulis défend la présidence permanente qu'il pratique depuis 2007. (PIERRE ALBOUY)